

«DIVISÉ EN DEUX» OR ET IDENTITÉ SOCIALE À KAMITUGA (SUD-KIVU)

par Koen Vlassenroot et Timothy Raeymaekers

Abstract

This article examines the impact of the two Congolese wars (1996-1997; 1998-today) on the resource economy in and around Kamituga (South Kivu). The core of this economy – already institutionalized well before the war – today is exemplified in the expansion of artisan modes of natural resource exploitation and informal patterns of trade. The question remains to what extent these activities have shifted in nature, and how grassroots populations have coped with the military attempts to control and direct this local resource economy.

The article starts with outlining the reasons for this local rush for natural resources. Moving beyond the dominant explanations about the ‘greed’ and ‘grievance’ of armed actors, the authors relate the growth of this local resource economy to two local dynamics: on the one hand, the exploitation of natural resources has provided an alternative coping strategy for grassroots livelihoods, whose income mainly depends on the individual mobilization of their labour; on the other hand, armed groups have become increasingly dependent on the extraction of natural resources for the financing of their (private and military) operations. Rather than a ‘commodification of war’, however, the case of Kamituga demonstrates the generation, by armed actors and grassroots livelihoods alike, of a *mutual* form of *dependency*. This is not to say that both actors collaborate voluntarily. The armed actors rarely provide public goods to the local population (maybe with the exception of a privatized provision of security), while the latter provides the necessary labour force for the local extraction of mineral wealth.

To illustrate this evolution, the authors then explain the push and pull factors that have contributed to this growth of local exploitation mechanisms. First, the unremitting violence in South Kivu’s countryside has pushed many farmers towards the city centres, which has stimulated a process or ‘reurbanization’ (i.e. the urbanization of rural livelihoods). This increasing interconnection between rural and urban livelihoods has created a new balance between urban ‘centre’ and rural ‘periphery’. Second, the combination of permanent conflict and economic instability has led to the development of new modes of informal economic production that were formerly seen as ‘morally degrading’, such as prostitution and child labour. The emergence of this reurbanized economy has led to the degeneration of traditional forms of solidarity (based on kinship, ethnicity or religion) to the advantage of new social and cultural realities that are essentially driven by individual and capitalist aspirations. The question remains whether these new systems of ‘power, profit and protection’ (which include new forms of social exclusiveness, privatized forms of protection, and capital accumulation based on network affiliations), will evolve into an alternative governance structure, or, on the contrary, will reproduce pre-existing (or neo-patrimonialist) patterns of control.

1. INTRODUCTION

Cet article examine l'impact des deux guerres congolaises sur les mécanismes d'exploitation des ressources naturelles existant à et autour de Kamituga (Sud-Kivu). Plutôt que de présenter une image générale du conflit armé autour du contrôle des sites miniers locaux, ou de focaliser sur le niveau macro de réseaux militaires d'exploitation, cet article tente d'analyser

l'impact du conflit sur l'organisation de l'espace économique local, ainsi que les différents mécanismes de survie mis en place par la population locale. Le cœur de cette économie – laquelle était déjà fort institutionnalisée bien avant la première guerre congolaise – consiste aujourd'hui avant tout en des modes artisanaux d'exploitation des ressources naturelles et des schémas informels de commerce. Les principaux objectifs de cet article sont d'examiner dans quelle mesure ces mécanismes d'exploitation et de commerce ont changé qualitativement depuis le début de la guerre, et comment la population locale a géré les tentatives militaires de contrôler cette économie.

La première hypothèse de cet article est que la 'ruée' vers l'or et le coltan des acteurs armés et de la population de Kamituga a généré deux dynamiques apparemment contradictoires et pourtant inextricablement liées: i) pour la population locale, l'exploitation des ressources naturelles a engendré la mise en place d'une stratégie de survie alternative basée principalement sur une mobilisation individuelle de la main d'œuvre, ii) pour les groupes armés, la dépendance par rapport au soutien financier a redirigé l'attention vers le contrôle et l'accès aux ressources locales. Plutôt qu'une «commoditisation»¹ de la guerre, le cas de Kamituga démontre que ces dynamiques ont créé de nouveaux modes de dépendance mutuelle: les forces armées dépendent de la population locale pour l'extraction des produits, tandis que la population locale dépend de ces groupes armés pour sa protection physique. Ceci ne veut pas dire que les deux groupes collaborent volontairement. Les acteurs armés fournissent rarement des biens publics (à l'exception de certaines formes de protection privatisée) à la population, même si cette dernière fournit, elle, la main-d'œuvre nécessaire à l'extraction des richesses minières.

A Kamituga, le conflit congolais a eu un impact indéniable sur l'organisation sociale et économique locale. La militarisation du contrôle économique a engendré la formation de nouveaux schémas de contrôle économique, de protection et de mobilité sociale. Un certain nombre de changements peuvent être observés: i) tandis que les structures existantes (informelles) d'exploitation et de commercialisation des ressources naturelles se sont consolidées surtout pendant la guerre, leur nature et leur étendue ont connu des transformations fondamentales; ii) une migration massive due à une insécurité grandissante dans les campagnes, ainsi que la promesse économique du centre urbain, ont stimulé des processus nouveaux et informels d'urbanisation; iii) à son tour, la relation entre les espaces de vie ruraux et urbains a créé un nouvel équilibre entre un «centre» urbain et une «périphérie» rurale; iv) le contexte du conflit, combiné aux changements de

¹ JACKSON, S., "Fortunes of War: the Coltan Trade in the Kivus", in COLLINSON, S. (Ed.), *Power, Livelihoods and Conflict: Case Studies in Political Economy Analysis for Humanitarian Action*, HPG Report 13, February 2003, p.21.

l'espace économique, a engendré le développement de nouveaux modes de production économique informelle tels que le petit commerce, la prostitution et le travail forcé de l'enfant ; et v) les formes traditionnelles de solidarité ont diminué au profit de nouvelles réalités sociales et culturelles.

La seconde hypothèse de cet article est que ces effets vont probablement avoir un impact durable au niveau du tissu social et économique local. Pour leur bien-être économique, les ménages vont probablement rester enclins à user de réseaux informels d'exploitation et de contrôle économique, même dans l'hypothèse d'une amélioration de la situation sécuritaire rurale. Tandis que les relations commerciales continuent à être monopolisées par des réseaux commerciaux militarisés et/ou urbains, des mécanismes de sûreté traditionnels (basés sur les liens de sang, l'ethnicité ou la religion) ont fortement diminué et de nouvelles formes d'organisation sectorielle (rurale et urbaine) sont trop faibles pour pouvoir remplacer ces anciens mécanismes de sûreté. La question demeure de savoir si ces nouveaux systèmes de «pouvoir, profit et protection» (qui incluent de nouvelles formes d'exclusion sociale, des formes privatisées de protection, et une accumulation de capital basée sur des affiliations de réseaux) évolueront en de nouveaux complexes de pouvoir ou si, au contraire, ils reproduiront les schémas préexistants de contrôle (néo-patrimoniaux).

Les questions clés qui seront examinées dans cet article incluent i) l'organisation de l'extraction de l'or et la structure de la chaîne d'exploitation de l'or, du «creuseur» jusqu'au marché sous-régional de Bukavu, ii) l'impact des forces armées sur cette chaîne et sur l'organisation économique locale, et iii) les mutations sociales et culturelles dans l'environnement urbain et rural de Kamituga. Avant cela, les réalités économiques d'avant-guerre qui furent celles de Kamituga seront présentées. L'analyse suivante est basée principalement sur une recherche sur le terrain qui a été faite en décembre 2003. La recherche a inclus une observation ethnographique, des entretiens avec les parties prenantes locales, ainsi qu'un recensement d'agriculteurs, mineurs et petits commerçants à Kamituga et aux alentours ruraux².

2. LOCALISATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OR À KAMITUGA

Le centre d'exploitation de l'or de Kamituga se situe au cœur du Sud-Kivu, à environ 100 km au sud-ouest de la ville de Bukavu. Bien que la plupart des ménages dépendent de l'agriculture, une grande partie de l'activité économique locale est centrée autour de l'exploitation de son sol riche en minerais. Depuis la découverte de grands gisements d'or alluvial au début du vingtième siècle, la région de Kamituga a attiré l'attention de nombreux

² Un grand merci à l'équipe de chercheurs locaux qui nous ont aidé à mener cette enquête, et à Jeroen Adam pour l'analyse de cette enquête.

investisseurs étrangers. Alors que l'or alluvial était déjà exploité occasionnellement depuis 1924, au début des années 30 un certain nombre de groupes privés belges (l'un d'entre eux étant dirigé par le Baron Empain, à qui il fut accordé par l'administration coloniale le droit d'exploiter les ressources minérales du Maniema en 1902) commencèrent à explorer la rivière Mobale et à construire l'infrastructure nécessaire à l'exploitation industrielle de l'or et à l'hébergement de sa main-d'œuvre. Peu après ces découvertes, également près de Lugushwa, Twangiza et Namoya, d'importants sites d'or furent identifiés et explorés. A Namoya, des sites alluviaux d'or furent découverts en 1930 et exploités jusqu'en 1947, lorsque de l'or primaire fut découvert et exploité. A Twangiza, l'exploitation de l'or commença en 1957, tandis qu'à Lugushwa des sites alluviaux sont exploités depuis 1958.

Peu après l'indépendance, en 1960, les profits générés par cette production de ressources naturelles locales diminuèrent progressivement. Cette diminution fut causée en partie par l'instabilité du marché minéral global³, mais fut également déterminée par l'instabilité politique et l'inefficacité du système administratif. Durant les premières années qui ont suivi l'indépendance, le pays traversa une crise politique profonde. La combinaison d'un système démocratique en faillite et d'une inefficacité administrative provoqua des conflits réguliers entre différents partis politiques et, finalement, également entre les communautés ethniques qu'ils représentaient. Entre 1964 et 1967, cette crise fut accompagnée par la propagation de la rébellion muleliste à l'est du pays. Aux Kivu, la rébellion engendra la formation d'autres milices locales, qui eurent des conséquences sérieuses au niveau des relations interethniques locales. A Kamituga, les rebelles de Mulele (appelés localement Simba) dérangèrent sérieusement la cohésion sociale existante. La plupart de ces Simba étaient d'origine bemba (Fizi-Baraka) et étaient connus pour leur comportement brutal contre la population locale rega. Des observateurs locaux notent que des actes de cannibalisme contre des guerriers sima étaient souvent utilisés comme moyen de vengeance par les leaders rega.

Même si le coup d'Etat de Mobutu, en 1967, réussit à stabiliser une grande partie de l'est du pays, la politique économique de ce dernier eut des conséquences désastreuses. Le système de pouvoir patrimonial mis en place par Mobutu ne fit que transformer l'économie nationale en des réseaux de patronage pour des élites politiques, qui endommagèrent gravement l'aspect productif de l'économie et n'apportèrent aucun mieux-être à la population

³ DEFAILLY, D., "Coltan: pour comprendre...", in REYNTJENS, F. et S. MARYSSE (Eds.), *L'Afrique des grands lacs. Annuaire 2000-2001*, Paris, L'Harmattan, 2000; KENNES, E., "Le secteur minier au Zaïre. 'Deconnexion' et descente aux enfers", in REYNTJENS, F. et S. MARYSSE (Eds.), *L'Afrique de grands lacs. Annuaire 1999-2000*, Paris, L'Harmattan, 2000.

congolaise. Tandis que l'Etat se positionnait toujours au cœur de l'accumulation des richesses, les profits n'étaient pratiquement jamais réinvestis. Le contrôle patrimonial sur les ressources de l'Etat s'opposait donc à l'efficacité économique, tandis que le consumérisme privé endommagea l'aspect productif de l'économie locale.

A la fin des années 1970, cette crise économique grandissante força un bon nombre d'investisseurs (belges) à revoir structurellement leurs activités. En mars 1976, ce processus de restructuration engendra l'institution de la Société minière et industrielle du Kivu (SOMINKI), une 'joint-venture' composée de neuf sociétés minières⁴ contrôlant 72% des concessions locales – les autres 28% étant tenus par le gouvernement du Zaïre.

Peu après son institution, SOMINKI commença à construire des infrastructures locales et à fournir des services sociaux aux principaux sites miniers (entre autres à Kamituga). Grâce à une hausse du prix de l'étain, les activités de la SOMINKI générèrent, au cours de ses premières années d'existence, d'importants profits. A la fin de 1985, toutefois, le marché global de l'étain fut entièrement restructuré: la commercialisation d'alternatives moins chères à l'étain telles que des matériels d'emballage, ainsi que l'échec du International Trade Agreement, engendrèrent la chute totale du prix mondial de ce minerai⁵. Ceci força la SOMINKI à réorienter ses activités vers l'exploitation de l'or, Kamituga et Twangiza étant deux des plus importantes mines. La crise de l'étain ne fut toutefois que le début d'une crise plus générale du secteur minier zaïrois (elle-même la conséquence d'un contrôle patrimonial) qui affecta également la production d'or. Pour les activités économiques de Kamituga, cette crise eut deux conséquences importantes: les actionnaires de la SOMINKI commencèrent à chercher des

⁴ Y compris Kivumines, Minière des Grands lacs (MGL, qui avait ses concessions à Kamituga), Kines Zaïroises d'Or et d'Etain de Kindu (Kinoretain), Compagnie Zaïroise d'Entreprises Minières (Cobelmin) et Symetain. Si la composition de la compagnie a connu des changements, la plupart des groupes impliqués dans la SOMINKI étaient des filiales du Groupe Empain et plus tard du Groupe Schneider (BARACYETSE, P., *L'enjeu géopolitique des sociétés minières internationales en RDC*, Obsac, 25 septembre 2000 et KENNES, E., "Le secteur minier au Zaïre. Deconnexion et descente aux enfers", in REYNTJENS, F. et S. MARYSSE (Eds.), *L'Afrique de grands lacs. Annuaire 1999-2000*, Paris, L'Harmattan, 2000).

⁵ DEFAILY, D., "Coltan: pour comprendre...", in REYNTJENS, F. et S. MARYSSE (Eds.), *L'Afrique de grands lacs. Annuaire 2000-2001*, Paris, L'Harmattan, 2000.

racheteurs potentiels⁶, tandis que les mines industrielles furent petit à petit reprises par des mineurs artisanaux individuels.

3. LE DÉVELOPPEMENT DU MINAGE ARTISANAL

Parallèlement à la quête de nouveaux investisseurs à Kamituga, la crise économique engendra un bouleversement profond des modalités locales d'exploitation minière. Avec le déclin de la production minière formelle, un secteur 'artisanal' (ou informel) se développa, et l'or (ainsi que les autres minerais) exploité par des mineurs individuels («creuseurs») fut commercialisé par des comptoirs dans les centres urbains⁷. A partir de 1982 (à la libéralisation du secteur minier), de plus en plus de gens furent attirés par les opportunités qu'offrait ce secteur informel, ce qui contribua à développer une nouvelle classe sociale dépendante pour sa subsistance de la commercialisation de l'or. Comme le nota un observateur: «l'or a sans nul doute été la locomotive des stratégies de survie au Sud-Kivu»⁸. De plus, un marché illicite se développa, avec des minerais commercialisés via des acheteurs sans licences faisant entrer clandestinement leurs marchandises vers Bujumbura ou Kampala. L'expansion de ce marché artisanal provoqua une migration massive des populations rurales vers les sites miniers. L'économie

⁶ La quête d'acheteurs de la SOMINKI en 1994 engendra le premier contrat avec la compagnie belge Minets d'Or du Zaïre (MDDZ). En janvier 1996, la Canadian Banro Resource Corporation, via son subsidiaire African Mineral Resources Inc, acheta un intérêt de 64% dans la SOMINKI en conjonction avec MDDZ. En septembre 1996, Banro et MDDZ annoncèrent leur fusion. La nouvelle compagnie annonça plus tard qu'elle était prête à racheter les 28%. En octobre 1996, au moment où la première guerre congolaise débuta, Banro signa une nouvelle convention de minage avec Kinshasa. Le nouvel accord augmenta l'intérêt de Banro dans la SOMINKI à 93%, dont les ressources furent transférées à une compagnie appelée Société Aurifère du Kivu-Maniema (SAKIMA). Avec ce contrat de grandes parts du Sud Kivu furent placées sous contrôle de Banro. Les 47 anciennes concessions SOMINKI, dispersées au Sud Kivu et Maniema, couvrirent une surface d'exploitation totale de plus de 15.000 km², avec une 'ceinture d'or' de 180km entre Namoya et Twangiza. Le résultat fut qu'au début de la rébellion AFDL, Banro possédait non seulement la plupart de l'infrastructure locale (parmi d'autres, elle acquit six sites hydroélectriques, aussi bien que des pistes aériennes et des routes) ainsi que des infrastructures commerciales au Sud-Kivu et Maniema, acquit 5000 employés, et reçut un moratoire sur les taxes de 10 ans, l'élimination des taxes douanières et le droit d'exporter toute production d'or. Comme le note une déclaration de presse de la Banro, «en fait la Sominki fournit de facto tous les services essentiels pour la province du Kivu». (Executive Intelligence Review 1997, cité dans WADADA NABUDERE, D., *The Political Economy of Conflict and War in the Great Lakes Region*, mimeo).

⁷ Sur ces comptoirs, De Boeck écrit: «l'économie politique du comptoir a toujours été coloniale par essence. Dans le passé elle a contribué à l'urbanisation du paysage matériel et mental africain. L'économie de comptoir contemporaine au Congo et en Angola a beaucoup contribué à l'urbanisation des frontières» (DE BOECK, F., "Garimpeiro Worlds: Digging, Dying and 'Hunting' for Diamonds in Angola", in *Review of African Political Economy*, no. 90, p.551).

⁸ DE FAILLY, D., "L'économie du Sud-Kivu 1990-2000: Mutations profondes cachées par une panne", in MARYSSE, S. et F. REYNTJENS (Eds.), *L'Afrique des grands lacs, Annuaire 1999-2000*, Paris, l'Harmattan, p.183.

informelle locale du creusage de l'or et de sa contrebande représentait pour de nombreux jeunes (les plus mobiles) un gagne-pain plus avantageux dans ces régions. Un certain nombre de jeunes gens réinvestirent leurs revenus et développèrent un commerce migrant entre ces zones minières dans l'hinterland kivutien et des villes frontalières comme Goma ou Bukavu. Tandis que ces initiatives informelles offraient une alternative économique à une partie de la population, leur migration vers les régions riches en minerais eut un impact important sur l'ordre rural et la production préexistants. En 1987, on estima que dans la région bushi (Sud-Kivu), environ 30% des jeunes hommes avaient quitté leurs terres au profit des régions minières⁹. Cette migration massive freina bien entendu la production agricole locale.

Deux formes d'exploitation artisanale de l'or se développèrent, toutes deux dépendantes de l'acquisition ou non par les mineurs de droits d'exploitation (pour lesquels l'accès à la classe dominante était une condition nécessaire). Des jeunes sans emploi quittèrent leurs maisons et s'organisèrent en petits groupes de travail pour produire de l'or dans des camps miniers semi permanents. Ces villages avaient leur propre organisation sociale, se composaient presque exclusivement d'hommes, et étaient dirigés par les fondateurs du camp ou par les plus entreprenants. Dans la plupart des cas, ces camps étaient protégés par les autorités traditionnelles locales qui, ce faisant, pouvaient garantir leurs propres parts dans les profits générés par les activités minières.

Les plus grands bénéficiaires revinrent toutefois en priorité à ceux qui contrôlaient le marché. Au Sud-Kivu, l'or devint la ressource la plus importante de l'économie informelle. La libéralisation du minage de l'or en 1982 attira bon nombre de petits commerçants locaux (principalement d'origine bashi), qui formèrent des réseaux économiques nouveaux et alternatifs échappant au contrôle de l'Etat. Ces trafiquants voyageaient vers les zones minières pour acheter la production d'or artisanale. En fonction du prix offert par les comptoirs de Bukavu ou d'Uvira, ils décidaient soit de vendre l'or localement, soit de lui faire passer – en fraude – les frontières du Zaïre et de le vendre aux comptoirs de Bujumbura, Kampala, Kigoma ou au Rwanda. Les profits pouvant être retirés du commerce de l'or étaient utilisés pour acheter des produits non disponibles sur les sites miniers, telles que le sel, le savon, les cigarettes, la bière ou des produits manufacturés que les creuseurs achetaient avec de l'or. Comme le note Dupriez, «le petit commerce avec les creuseurs est particulièrement rentable. Sur les lieux d'extraction, les creuseurs disposent de beaucoup d'argent mais il y a très peu de choses à acheter. Les prix flambent, la consommation est erratique, on trouve dans les centres miniers des objets qui n'existent nulle part ailleurs, qui rappellent sous d'autres formes le commerce de pacotille par lequel les esclavagistes

⁹ DUPRIEZ, H., *Bushi: l'asphyxie d'un peuple*, Bukavu, ADI-Kivu, 1987, p.104.

achetaient les esclaves. Les biens de première nécessité manquent chroniquement: pas de tôles, pas d'équipements, de la bière par contre par camions entiers»¹⁰.

Ce ne fut que les mineurs capables de bien gérer leurs gains qui purent améliorer leurs conditions de vie grâce aux revenus de l'or. Toutefois, l'argent des mineurs allait surtout dans la consommation, la boisson ou la chasse aux femmes (cf. supra). Comme ce revenu retournait rarement vers leurs maisons d'origine et dépendait fortement du marché, il eut des conséquences socio-économiques néfastes. Dû à l'expansion du minage de l'or, la production agricole et les activités anti-érosives (nécessaires pour la garantie d'une production agricole future) étaient négligées. Le manque de main d'œuvre masculine dans les villages d'origine posait problème au niveau de la sécurité alimentaire. Les familles étaient séparées ou disloquées. Les femmes restaient le plus souvent à la maison, où elles avaient à gérer les effets d'une insuffisance des terres. L'éducation des enfants des mineurs fut aussi négligée. C'est ainsi que, même si après les mesures de libéralisation de 1982 l'on organisa des systèmes de production et de distribution alternatifs et informels, l'économie informelle basée sur l'or ne bénéficiait réellement qu'à une petite partie de la population. Seuls ceux capables de contrôler le marché pouvaient profiter de leur part dans cette économie. Paradoxalement, les nombreux ruraux qui quittèrent leurs maisons pour profiter des centres miniers se virent pris au piège dans de nouvelles relations de dépendance. En essayant de fuir une situation de dépendance causée par une insuffisance foncière¹¹, ils se trouvaient maintenant dans une nouvelle position similaire: leur prospérité économique ne dépendait désormais plus de la terre, mais bien de ceux qui contrôlaient l'exploitation et la commercialisation des produits miniers¹².

4. LA GUERRE ET LA RENÉGOCIATION DE L'ESPACE ÉCONOMIQUE

Comme dans d'autres régions du Kivu, le conflit congolais qui commença en octobre 1996 eut un impact considérable sur le tissu économique et social existant à Kamituga. L'effet le plus immédiat et le plus visible de la guerre fut le combat armé pour le contrôle territorial de cette région. Depuis octobre 1996, Kamituga a connu plus de trente confrontations

¹⁰ DUPRIEZ, H., *Bushi: l'asphyxie d'un peuple*, op. cit., p.101.

¹¹ La plupart des migrants étaient originaires de la région de Bushi, caractérisée par une pression démographique importante sur la terre, engendrant une marginalisation croissante de ceux n'ayant pas accès à la terre; cette marginalisation est l'une des raisons principales pour la migration vers les centres miniers.

¹² VLASSENROOT, K., *Dynamics of Conflict and Dialectics of War in South Kivu (DR Congo)*, Ghent, unpublished PhD thesis, 2002.

armées, tout d'abord entre l'AFDL et les groupes *mayi-mayi* dirigés par Bembe, puis entre le RCD, les *mayi-mayi* et les groupes FDLR. Les derniers épisodes de violence ont été observés en octobre 2002, une conséquence du retrait des troupes rwandaises, puis en octobre 2003, lorsque des groupes *mayi-mayi* et les FDLR se sont rencontrés à Mwenga. Malgré une multitude d'attaques *mayi-mayi* contre des positions RCD à Kamituga, le mouvement rebelle RCD réussit à consolider son contrôle du centre urbain. Tandis que cette présence militaire permit à la population urbaine de vivre en relative sécurité, les zones rurales continuèrent à souffrir d'attaques incessantes et de taux croissants de banditisme.

4.1. Nouveaux contrats, anciens problèmes

Pendant la période de guerre, la renégociation de l'espace économique à l'est du Congo se focalisait essentiellement sur la négociation de contrats miniers. La rébellion AFDL dépendait de ces négociations pour justifier de son avance sur Mobutu. Après son inauguration en tant que président, le leader AFDL Laurent-Désiré Kabila se concentra sur la réorganisation du secteur minier décadent. L'une de ses premières décisions fut d'annuler le contrat conclu avant son arrivée au pouvoir entre le gouvernement zaïrois et la Banro Resource Corporation, qui accordait un droit de minage de 25 ans à cette dernière sur les concessions du Sud-Kivu. Kabila créa une nouvelle société minière appelée SOMINCO (Société Minière du Congo) pour remplacer la SOMINKI, et dont le but était de centraliser sa propriété minière nationale.

La rébellion RCD, qui éclata en août 1998, prit le contrôle de la plupart des concessions SOMINKI du Sud-Kivu. Après avoir pillé la majorité des possessions de la SOMINKI en novembre 2000, le RCD-Goma accorda le monopole des taxes sur toutes les exportations de coltan provenant des zones minières sous leur contrôle à une compagnie appelée SOMIGL (Société Minière des Grands Lacs)¹³. Ce monopole était inspiré par une hausse sans précédent des prix du coltan.

Tandis que cette hausse soudaine des prix démontra une fois de plus la vulnérabilité de l'économie des ressources du Kivu face aux changements du marché global¹⁴, il illustra également l'incapacité du RCD de dominer

¹³ Arrêté interdépartemental n°43/RCD/CE/DFBP, DTME & DEPIC/2000 du 20 novembre 2000, portant dispositions spéciales applicables à l'achat et à l'exportation du colombo-tantalite [coltan]. Pour une discussion, voir: CUVELIER, J. et T. RAEYMAEKERS, *Supporting the war economy in the DRC: European companies and the coltan trade* (Anvers, IPIS, 2002); Pole Institute, *The coltan phenomenon*, Goma, Pole Institute, December 2001; JACKSON, S., "Fortunes of War: the Coltan Trade in the Kivus".

¹⁴ Parallèle à cette crise du cassitérite dans les années 1980, le boom du coltan allait davantage renforcer l'informalisation de l'économie des ressources locales: Pole Institute, *The coltan*

totalemment cette économie dans le territoire sous son contrôle. D'une part, SOMIGL dut faire face à des arrêts temporaires d'exportation dus à un manque de volonté de la part des comptoirs de coopérer avec les autorités rebelles. Au début de 2001, cette résistance locale créa un gouffre au sein de la Fédération des Entreprises du Congo à Bukavu, où les commerçants miniers réussirent à ré-instituer leurs droits d'exportation¹⁵. D'autre part, la combinaison de prix de minerais fluctuants et d'un accès limité à la campagne kivitienne – qui restait largement sous contrôle des *mayi-mayi* et *interahamwe* (FDLR, Alir) – engendra une compétition inégale entre le RCD et les réseaux commerçants existants actifs dans la commercialisation de ressources locales vers les centres villes de la sous-région. Bénéficiant de leurs relations avec l'intérieur du Kivu, des commerçants établis (essentiellement d'origine bashi) continuèrent à exporter des minerais tels que l'or et le coltan en dehors des frontières du Congo derrière le dos des autorités RCD. Face à cette résistance permanente, SOMIGL n'était pas capable de payer sa taxe auto-imposée de \$100.000 par mois. Le résultat fut qu'en avril 2001, le RCD abandonna le monopole SOMIGL, et le système de taxation précédé fut réinstauré¹⁶.

A l'automne de la même année, les autorités RCD firent une dernière tentative de mainmise sur le marché local des ressources en mettant en place la Congo Holding Development Company (CHDC). Selon certaines sources, le contrat entre CHDC et le leadership RCD stipulait que ce dernier offrirait 50% des profits de la société à l'armée en échange de la protection par cette dernière des zones minières. Toutefois, la CHDC ne réussit jamais totalement à contrôler les sites miniers qu'elle avait acquis du leadership RCD. Dès le départ, la gestion de la CHDC dut faire face à des divisions internes, à la corruption et à des contournements fiscaux, tandis que ses installations furent continuellement attaquées par les FDLR et les milices *mayi-mayi*. Pendant une mission de la CHDC à Kamituga en novembre-décembre 2002, un certain nombre d'agents de la société furent attaqués par des *interahamwe* à Mungombwe, laissant un mort et sept blessés parmi la population civile. Un rapport de mission CHDC rédigé en décembre 2002 montra une pléthore de contournements fiscaux et de fraudes ayant eu lieu pendant l'absence du comité de gestion en novembre 2002 – incluant l'extraction de l'argent d'entrée par des agents privés, le détournement des contributions de l'armée et la production privée de certificats d'entrée pour des individus mineurs. La conséquence de ces détournements fut que la CHDC se vit obligé de repayer

phenomenon; VAN ACKER, F. & K. VLASSENROOT, "Youth and conflict in Kivu: Komona clair", in: *Journal of Humanitarian Assistance*, 2000.

¹⁵ CUVELIER, J. & T. RAEYMAEKERS, *Supporting the war economy in the DRC: European companies and the coltan trade*.

¹⁶ La nouvelle clause établit une taxe d'exportation de 4-5\$/kg: POLE INSTITUTE, *The coltan phenomenon*, *op. cit.*

ses propres profits pour rémunérer l'armée 'protectrice'. Cette disparité croissante causa même la confrontation entre la CHDC et quelques officiers RCD. Lors d'une visite du chef du personnel de l'ANC (Armée Nationale Congolaise, la branche armée du RCD) aux installations minières de Mwenga et Kamituga (12 décembre 2002), deux officiers tentèrent de neutraliser les agents CHDC, prétendant que la gestion de la mine appartenait dorénavant à l'armée. L'échec de la mission de la société fut attribué à des décisions parallèles et souvent contradictoires entre les différents managers CHDC, à la brutalité et au manque d'engagement vis-à-vis de l'armée, au contournement des contributions de la compagnie, à l'utilisation d'agents non agréés et à la corruption passive.

Cet échec dans le contrôle des événements sur le terrain démontra l'incapacité des autorités rebelles à influencer l'organisation de l'économie informelle des ressources dans le territoire de Mwenga¹⁷. Non seulement la gestion de la CHDC perdit une part considérable de son revenu, mais le contournement permanent et le trafic d'influence entre les propriétaires et les travailleurs des sites miniers d'un côté, et entre les soldats de l'autre, démontrèrent un échec fatal du leadership militaire dans le façonnement à leur avantage de l'exploitation des ressources naturelles. Le résultat de cette faiblesse interne fut que la CHDC abandonna finalement sa structure de gestion formelle, et que les concessions SOMINKI furent retournées à leurs propriétaires réels¹⁸. Après une réunion avec plusieurs personnalités gouvernementales à Kinshasa en août 2003, la Banro Corporation réouvrit son bureau d'exploration à Bukavu pour développer le secteur de l'or de Twangiza, Kamituga, Lugushwa et Namoya. A la fin de 2003, la logistique était sur le point d'être finalisée pour débiter un programme d'exploitation début 2004.

4.2. L'impact de la guerre sur l'économie des ressources de Kamituga

Les négociations et renégociations constantes des contrats miniers ne constituent que le niveau macro de l'économie politique du Sud-Kivu. Au niveau micro, la situation de conflit depuis le milieu des années 1990 a eu un impact considérable sur les relations économiques et sociales à la base.

¹⁷ Un parallèle intéressant peut être fait ici entre le RCD, l'UNITA et Laurent Kabila, qui ont tous échoué dans leurs tentatives de monopoliser les marchés des ressources dans les territoires sous leur contrôle physique. Voir DE BOECK, F., "Garimpeiro Worlds: Digging, Dying and 'Hunting' for Diamonds in Angola"; DIETRICH, C., "Have African-based diamond Monopolies been effective?", in: *Central African Minerals and Arms Research Bulletin*, issue 2, 18 June 2001.

¹⁸ Suivant sa nomination en tant que ministre des Services postaux et des Télécommunications au gouvernement d'Unité nationale, Gertrude Kitembo a démissionné de son poste en tant que directeur du CHDC.

4.2.1. *Une structure politique à deux faces*

A Kamituga, comme dans le reste de l'est du Congo, la structure politique du RCD se caractérise par une certaine dualité. D'une part, le mouvement rebelle dépend de la structure administrative d'avant-guerre dirigée par un gouverneur (assisté par un ou deux vice-gouverneurs) et des administrateurs locaux dans les différents territoires¹⁹. D'autre part, certaines institutions telles que le Services des Mines ont fait l'objet d'occupations diverses par l'armée. Le résultat de cette structure publique virtuelle a été néfaste pour le fonctionnement du système administratif. Pour commencer, presque tout le personnel administratif sous l'autorité du RCD a eu à travailler sans ressources financières. Par exemple, pour le maintien du système territorial des routes, le RCD a continué à compter sur les «salongo» – un système de taxe publique initié sous Mobutu. Déjà sous l'ère Mobutu, les taxes publiques qui servaient au fonctionnement des institutions étatiques au niveau de la province, du territoire et de la chefferie, étaient limitées suite à l'éloignement du capital étatique de Kinshasa. Le RCD a renforcé cette évolution en déconnectant physiquement et mentalement l'Est du reste du pays. Lors de conversations avec des administrateurs étatiques locaux du Kivu, l'idée d'une administration publique abandonnée à elle-même devient très claire. Les fonctionnaires publics n'ont pas été payés ou formés depuis les années 1970. De plus, comme l'a noté l'administrateur de Kamituga: «nous sommes devenus des 'messieurs font tout'»²⁰. La plupart des agents publics ne sont ni formés ni équipés pour gérer des problèmes comme la protection légale, l'emprisonnement ou l'application de la loi. Manquant de l'équipement et des armes nécessaires, les fonctionnaires publics comme les membres de la police nationale (introduite par Kabila pour remplacer la Gendarmerie de Mobutu) sont devenus presque équivalents à des civils dans l'application de la loi au niveau local. Ceci a naturellement un impact sur le respect de la loi par des civils ou des soldats indisciplinés. Dans une situation de criminalité croissante, les officiers de la loi n'ont pas d'autre choix que de libérer les criminels et de laisser les infractions telles que le vol de propriété ou le banditisme largement impunies.

Tandis que le raisonnement derrière cette réduction des effectifs administratifs est justifiable en termes militaires – c'est-à-dire, rendre

¹⁹ Le territoire de Mwenga est dirigé par un administrateur local, qui reçoit l'assistance de deux chefs de poste basés à Kamituga et Lugushwa. A leur tour, ces administrateurs sont assistés par un conseil administratif et plusieurs fonctionnaires responsables de la maintenance de l'infrastructure locale comme les routes, ponts, etc.

²⁰ Communication personnelle, Kamituga, décembre 2003.

l'administration complice en lui accordant des capacités formelles, mais l'affaiblir en la privant de tout pouvoir politique – ses effets politico-économiques ont été désastreux. D'une part, l'absence de contrôle financier sur une campagne kivutienne riche en ressources a signifié une limitation considérable de la capacité militaire du RCD: selon certains observateurs, l'absence de revenus (de l'exploitation des ressources) a non seulement constitué la raison principale de l'échec du RCD pour capter le capital du pays, mais a également créé une impression constante de pénurie. Le RCD ne s'est jamais montré capable d'étendre sa présence au-delà des axes principaux de leurs territoires occupés: tandis qu'ils contrôlaient la plupart des villes principales ainsi que les points d'entrée et de sortie entre Goma et Kisangani, la grande partie des campagnes est restée sous occupation des *mayi-mayi* et des *interahamwe* (FDLR et Alir). Si ces milices ont représenté une menace constante pour la sécurité économique de la population rurale – prenant quelquefois des villages entiers en otage – leur présence a été ressentie surtout dans des endroits ciblés, c'est-à-dire où de l'or, du coltan et d'autres ressources précieuses peuvent être trouvées en abondance. Cette présence a vraisemblablement été un obstacle financier considérable pour le RCD.

D'autre part, la privatisation de la violence économique et politique qui a accompagné la présence du RCD au Sud-Kivu a contribué à fragmenter le pouvoir militaire et politique: la consommation privée des revenus fiscaux par un cercle limité au sein de la hiérarchie RCD a généré une déconnexion financière et disciplinaire des soldats rebelles de leur leadership militaire, et a limité d'autant plus le revenu de l'armée. En outre, la limitation de l'infrastructure fiscale locale a eu un effet négatif sur le fonctionnement de l'appareil administratif: depuis le début de la guerre, le revenu fiscal de Kamituga a été réduit à un dixième de son budget d'avant-guerre²¹.

Un effet parallèle de cet affaiblissement de l'appareil militaire a été une criminalisation croissante de la violence militaire, appelée localement «trafic d'influence». En raison du manque de salaires, des soldats individuels ont cherché à acquérir des avantages personnels en imposant différentes formes de corruption et de taxes 'privées' sur la population locale. Ainsi, des soldats dans la région de Kamituga se comportent comme des "seigneurs des rues"²² cherchant à accroître leurs revenus dans leurs zones de contrôle en érigeant des barrières à des points stratégiques et en assaillant la population locale. Parallèlement à la hiérarchie du RCD, ces soldats ont mis en place leurs propres structures de contrôle en attirant des opérateurs économiques et entrepreneurs locaux dans un système de corruption passive. Tel que l'illustre

²¹ Conversation avec un officier public, Kamituga, décembre 2003.

²² Le terme «seigneur des rues» se réfère ici à un officier gradé qui établit ses propres mécanismes privés de protection, spécialement dans un contexte où le leadership militaire est fragmenté et faible.

un administrateur public de Kamituga: «Le problème principal aujourd'hui, c'est le trafic d'influence. S'il existe par exemple un conflit de comptes [entre commerçants, menuisiers...], les gens ne s'adressent plus à l'administration mais vont directement aux militaires, qui, pour une rétribution bien sûr, vont chercher la personne en question et la tabasser. Le soir, la famille de l'inculpé s'arrange avec d'autres militaires ou des *mayi-mayi* pour aller le libérer. Cette façon d'opérer stimule une logique de vengeance»²³. Les effets de ce processus de criminalisation – entre autres, l'accroissement du banditisme, la dépendance physique et la menace des civils – a engendré une démoralisation touchant toutes les couches de la société locale.

4.2.2. Centres régionaux et marchés périphériques

L'isolement de la périphérie rurale – confirmée sous le régime de Mobutu – a été renforcé par l'occupation militaire du RCD. Pour ne donner qu'un exemple, les 180 km reliant Kamituga à Bukavu – et appelés ironiquement «Route Nationale n°2» – nécessitent actuellement plus d'un mois de voyage (sur une distance qui, auparavant, ne prenait qu'une journée). Mis à part le détachement physique qu'implique ceci, l'absence de réseaux de communication externe a laissé les habitants de Kamituga et de la périphérie dans un isolement total. Un commerçant local a décrit cette situation très clairement: «nous connaissons chaque détail de la guerre en Irak (par les canaux de transmissions internationaux tels que la BBC et Radio France Internationale), mais nous ne savons rien de ce qui se passe à Bukavu»²⁴. La conséquence immédiate a été l'importance grandissante des rumeurs et de «radio trottoir» sur les esprits et actions de la population locale²⁵.

Sur le plan socio-économique, l'isolement de la périphérie rurale a eu un impact néfaste sur l'économie de subsistance locale. Tandis que la SOMINKI achetait encore une partie de la production locale pour nourrir son personnel, ce marché a décliné dramatiquement depuis 1996. Pendant ce temps, le détachement physique des marchés de Kamituga par rapport à Goma ou Bukavu a presque entièrement coupé les exportations de produits agricoles locaux. La combinaison de cet isolement économique et de la violence persistante régnant dans la campagne sud-kivutienne a affecté sérieusement l'autosuffisance d'une grande partie des populations rurales et urbaines: avec une demande croissante au niveau du centre de Kamituga, les prix de la plupart des produits agricoles ont fortement augmenté. Un recensement

²³ Communication personnelle avec un administrateur local, Kamituga, décembre 2003.

²⁴ Communication personnelle, Kamituga, décembre 2003.

²⁵ Pour une discussion sur les rumeurs et les effets sur l'économie des ressources du Kivu, voir JACKSON, S., «Nos Richesses Sont Pillées: Economies de Guerre et Rumeurs de Crime dans Les Kivus, République Démocratique du Congo», in: *Politique Africaine*, n°84, décembre 2001.

opéré au marché central de Kamituga fin 2003 a montré que la plupart des prix ont doublé avec la guerre, tandis que certains produits sont devenus trop chers même pour les plus riches. Par exemple, une tasse de haricots (la mesure locale pour de nombreux produits locaux) en décembre 2003 coûtait 120 francs congolais (FC, environ 0.35\$ à cette époque), contre 40 à 70 FC avant la guerre (1996); une tasse de riz produit localement coûtait 200 FC (environ 0.60\$), contre 50 FC avant la guerre²⁶. Pour arriver des Hauts-Plateaux, les gardiens de vaches doivent passer trois zones d'influence, payant à chaque passage une rétribution aux forces en présence: 13 à 15\$ au RCD, 25\$ aux différents *mayi-mayi*, et 1\$ au FDLR. Au moment où la vache est devenue une viande prête à la consommation, elle est devenue trop chère pour la plupart des consommateurs locaux. D'autres produits comme la bière et les sodas, importés de Bukavu par avion, sont payés en dollars et ont triplé de prix à cause des énormes coûts de transport.

Mis à part ces prix élevés, la dépendance croissante sur le transport aérien a également créé de nouveaux phénomènes économiques, tels que l'installation d'agents de voyages au centre de Kamituga. Sur la rue principale de Kamituga, des agents divers, tels que «Delta Force» et «Zalya Express» offrent leurs services en tant que transporteurs de produits agricoles ou autres vers les centres commerciaux à l'Est (Bukavu et Goma). Très souvent, ces transporteurs jouent le rôle d'agents de commission pour de plus gros commerçants à Bukavu, qui les utilisent pour vendre leurs produits importés aux marchés périphériques. Ce commerce a lieu sur base de «colis valeurs». Pour faire face à l'absence de circulation monétaire dans la périphérie rurale, le système fournit une sorte de commerce de troc acceptant presque tout article comme monnaie d'échange, à être troquée contre des produits importés des zones commerciales plus grandes. Si, par exemple, un magasinier de Kamituga veut dispatcher de la marchandise (haricots, cacahuètes, et souvent également de l'or) vers Bukavu, il se tourne vers l'agent commercial qui lui vend ses biens. En retour, l'agent ramène d'autres produits que le magasinier vendra dans son petit kiosque sur le marché local. L'agent profite donc doublement de ce troc: d'abord parce qu'il encaisse la différence entre le «colis valeur» et le taux urbain du dollar américain, ensuite parce qu'il fait payer des frais de transport (environ 1\$/kilo). Il promet de ce fait au magasinier que son colis sera traité comme livraison expresse. Toutefois, comme un agent l'a déclaré, «il n'y a pas de vraie garantie... Il y a toujours un risque de non livraison»²⁷.

Ce calcul du risque est principalement motivé par le rôle de contrôle de l'armée qui, avec ses 'efforts de guerre' et d'autres taxes arbitraires, a

²⁶ A Goma et Bukavu, la chute moyenne dans la demande est contraire aux prix en baisse dans l'économie monétisée: JACKSON, S., "Fortunes of War: the Coltan trade in the Kivus".

²⁷ Conversation avec un ancien agent de voyage, Kamituga, décembre 2003.

causé l'asphyxie générale du commerce de la région. Selon un commerçant de Kamituga, pour affréter 100 kilos de marchandise locale de Kamituga à l'aéroport de Kavumu (près de Bukavu), l'armée fait payer communément entre 25 et 50\$. La conséquence de cet esprit de gain au court terme a été une compétition meurtrière entre les différents agents de voyage qui se battent constamment pour rester opérationnels: tandis que pendant la période 1999-2000 il existait encore 16 agents de voyage à Kamituga, il n'en reste aujourd'hui plus que 3 – «y compris ceux qui sont malades», selon un commerçant local. Enfin, cette compétition a également été motivée par le simple fragmentation. Au lieu de s'organiser collectivement pour expédier des colis joints, les boutiquiers locaux préfèrent arranger leurs frets individuellement – forçant une véritable course entre les différents agents de voyage. L'absence de confiance a forcé beaucoup d'agents à devenir des sortes de banques locales ou de fournisseurs de liquide à des boutiquiers insolubles. Afin d'attirer une clientèle et de rester sur le marché, ces agents proposent souvent un prix limité ou une extension de paiement jusqu'à ce que le boutiquier ait vendu ses biens sur le marché local. En l'absence de crédit, les agents se trouvent très vite abandonnés à la compétition menaçante.

Les principaux bénéficiaires de ce commerce triangulaire, toutefois, ont été les commerçants (libanais pour la plupart, mais également congolais) des centres villes, ayant profité de l'isolement des marchés périphériques et de l'absence de circulation monétaire pour monopoliser le commerce régional. Ces commerçants exportent (à des prix très élevés) des marchandises primaires telles que le sel, le savon, les articles ménagers provenant de l'Extrême-Orient. Ces produits sont ensuite vendus sur les marchés populaires et dans la périphérie régionale. Idéalement, ce commerce permet aux petits commerçants d'accéder à la monnaie locale qui leur permet ensuite d'acheter de l'or, du coltan et d'autres ressources des creuseurs des sites miniers. Cette tendance est similaire à la situation des marchés de Kinshasa où, d'après Colette Braeckman, «le marché de produits locaux représente un jeu de pouvoir à la fois économique et politique»²⁸. Depuis un certain nombre d'années, les habitants de Kinshasa et Kamituga, entre autres, ont connu une multiplication de petites boutiques où des articles importés, comme l'huile, le savon, le riz et les boîtes de conserve, sont vendus sans compétition entre le nombre limité de commerçants oligopoles: «Tous les circuits commerciaux vers l'intérieur du pays étant désarticulés, on assiste à des importations massives [des produits de base]... Ce commerce permet de récolter de la monnaie locale, par petites quantités à chaque fois, mais qui, au total, feront des sommes importantes [qui sont générés] au détriment de la production

²⁸ BRAECKMAN, C., «Du pain et du sel contre des diamants. Depuis le Kivu ou Kinshasa, le circuit triangulaire des commerçants sert aussi à blanchir de l'argent douteux», in: *Le Soir*, 27 novembre 2002.

locale...». Au plan politique, cette inondation des marchés du pays par des prix très bas représente un instrument important pour contrer la résistance de la population: «si des émeutes de la faim éclataient, elles pourraient déstabiliser le régime»²⁹.

Cette situation n'est pas si différente de la période d'avant la guerre au Sud-Kivu, lorsque, selon Dupriez: «les commerçants tiraient un profit facile des flux monétaires, qui permettent de récupérer à travers des profits exorbitants pour les biens de consommation dans les zones minières, mais ne profitent quasiment pas à l'économie locale»³⁰. Comme aujourd'hui, ce petit commerce vers la périphérie rurale était presque entièrement contrôlé de l'extérieur, et les profits du commerce triangulaire en ressources naturelles et produits primaires et agricoles n'étaient pratiquement jamais réinvestis dans l'économie locale.

Deux distinctions demeurent toutefois importantes. La première est que l'or – le fondement de l'économie informelle avant la guerre – ne fonctionne plus pour les hommes d'affaires de la périphérie comme la monnaie forte. Aujourd'hui, ces hommes préfèrent faire le commerce de leur or directement avec les agents commissionnaires de Bukavu et Goma, plutôt que d'effectuer un voyage coûteux vers les centres régionaux et de dépenser plus d'argent sur des marchandises primaires. En même temps, ce commerce des marchandises est guidé par les centres urbains sous-régionaux: ceci signifie que les commerçants urbains de Goma ou Bukavu définissent le prix de l'or offert (souvent acheté directement des mineurs via des comptoirs intermédiaires), et la périphérie perd petit à petit sa principale source d'échange économique. La même tactique est appliquée par l'armée. Pendant le boom du coltan, les commandants militaires du RCD et de l'APR se sont directement impliqués dans le commerce des ressources en offrant le même prix qu'à Bukavu et en transportant le minerai de coltan vers Kigali. Leur intention était naturellement d'étendre leur contrôle sur les ressources sous-régionales en éliminant les commerçants intermédiaires. Selon une source locale de Kamituga: «la vérité est qu'il n'y a pas de compétition.... On ne peut pas rivaliser avec les commissionnaires des grands comptoirs à Bukavu. En venant directement ici, ils coupent les profits des intermédiaires et partent directement avec leur matériel en Europe». Un autre commerçant ajoute: «ces commerçants venant de Bukavu offrent le même prix ici que chez eux. La conséquence est que les boutiquiers n'ont plus accès à l'or, qui formait la base de l'économie de l'avant-guerre»³¹.

²⁹ *Ibidem*.

³⁰ DUPRIEZ, H., *Bushi: l'asphyxie d'un peuple*, *op. cit.*

³¹ Cité par Colette Braeckman, un commerçant de Bukavu souligne la chose suivante: «Ils peuvent vendre les articles de base à n'importe quel prix, puisque ce n'est pas là qu'ils réalisent leurs bénéfices; c'est en aval, lorsqu'ils revendent or et diamants sur les places d'Anvers ou d'ailleurs.»: BRAECKMAN, C., «Du pain et du sel contre des diamants. Depuis le Kivu ou

La seconde distinction avec le capital et la période d'avant-guerre est l'insécurité persistante dans les campagnes, qui a sérieusement affecté l'autosuffisance des agriculteurs locaux. La première raison de cette indigence a été l'absence de terres agricoles, sous pression croissante de par une migration forcée, le rapatriement et la croissance démographique constante³². Pendant une étude qualitative menée en décembre 2003, une minorité d'agriculteurs a déclaré avoir complètement abandonné la production agricole pendant la guerre; la plupart déclarent avoir possédé ou loué un champ de moins de 2 ares sur une distance de 5-15 km de leur village ou ville d'origine; ce champ est la plupart du temps cultivé par deux personnes (l'homme et sa femme, possiblement aussi leurs enfants)³³. Par conséquent, la production agricole actuelle est presque entièrement réservée à l'autoconsommation (avec un changement de cultures extensives vers des cultures intensives comme le manioc ou les cacahuètes); seule une petite proportion des produits locaux est vendue sur le marché. Une brève étude auprès de 50 agriculteurs (hommes et femmes) aux environs de Kamituga en décembre 2003 révèle que les ventes de produits agricoles par des agriculteurs individuels ont chuté d'un quart par rapport à la période d'avant-guerre (1995-1996). Ces ventes génèrent normalement un revenu de maximum \$30 par mois. Bien que ces données ne puissent être généralisées, elles rejoignent toutefois d'autres études quantitatives sur le même sujet³⁴. D'autres raisons de cette chute sont liées avant tout aux fuites répétées³⁵ et au pillage par des «inconnus armés»³⁶.

Le problème pour ces agriculteurs appauvris est qu'ils n'ont pas d'autre alternative pour suppléer à leur revenu que de migrer vers les villes ou de s'investir dans l'exploitation informelle des ressources naturelles. Alors

Kinshasa, le circuit triangulaire des commerçants sert aussi à blanchir de l'argent douteux», *op. cit.*

³² La question foncière présente un problème. Alors qu'elle n'est pas traitée dans cet article comme une question séparée, il est nécessaire de noter que l'accès faible à la terre dans la zone de Kamituga semble avoir généré de nouveaux conflits au sein de la communauté Rega. La migration forcée des Rega à la fois vers les centres villes et des zones de conflit avoisinantes (occupées par les FDLR et *mayi-mayi*) semble avoir créé un mécontentement croissant des habitants 'originiaux' envers les immigrants Rega. Ces immigrants sont souvent appelés «balembabozza», littéralement: «ceux qui sont venus chercher la nourriture».

³³ Entretiens avec des agriculteurs locaux, Kamituga, décembre 2003.

³⁴ Une rapide étude qualitative auprès de 50 agriculteurs hommes et femmes dans l'entourage de Kamituga en décembre 2003 révèle que les ventes des produits agricoles par des fermiers individuels ont chuté d'un quart environ en comparaison avec la période d'avant-guerre (1995-1996). Ces ventes génèrent généralement un revenu de moins de 30\$ par mois. Si ces données ne peuvent être généralisées, elles corréleraient néanmoins avec d'autres études quantitatives réalisées sur le même sujet. Voir par exemple les études réalisées par Asrames.

³⁵ Dans la même étude, tous les agriculteurs interviewés ont déclaré avoir fui leur village à plus d'une occasion, pour la plupart en groupes et sans assistance.

³⁶ Environ 90% des agriculteurs interviewés pendant l'étude ont déclaré avoir été pillé plus d'une fois depuis les trois dernières années.

que quelques formes d'activités informelles existent qui peuvent être menées parallèlement à l'agriculture de subsistance – telles que la pêche, le transport de colis (appelés localement «portefeuilles») ou la coupe et la vente de bois de chauffe – cette exploitation artisanale est devenue le mode le plus important de production économique (informelle) pendant la période de guerre.

5. LE SYSTÈME INFORMEL D'EXPLOITATION DE L'OR

5.1. Exploitation à la mine de Mobale

Pendant la guerre, l'exploitation artisanale des dépôts d'or de Kamituga est devenue la source première de revenu pour les populations appauvries et disloquées du territoire de Mwenga. Comme on le dit localement: «tout est déterminé par la fièvre de l'or». A la mine de Mobale, située à quelques kilomètres de la rue principale de la ville, environ 2000 orpailleurs descendent dans les tunnels excavés ou arpentent les lits des rivières chaque jour à la recherche d'or. Des hommes, et de plus en plus de femmes venant des zones rurales, ont pris le rôle de creuseurs, tamiseurs, pileurs et transporteurs de pierres de quartz contenant de l'or, qui sont séparées des roches montagneuses aux environs de la ville. Entre le petit aéroport et les vieilles installations de la SOMINKI au centre de Kamituga, les rencontres avec de petites équipes («écuries») de trois à cinq hommes tamisant le sol boueux à travers les lits des rivières et les canaux de bois sont communes. Très souvent, ces petits courants débordent sur les routes entourées de sites d'or abandonnés et inondés. En 2003 à Kaseli par exemple, à environ 5 km de Kamituga, des mineurs avaient cassé la route après y avoir découvert de l'or. Au risque de perdre leurs maisons dans les travaux d'excavation, la population avait dû fuir vers un quartier voisin.

Il existe trois systèmes d'exploitation d'or à Kamituga. Le premier consiste en une exploitation à mine ouverte, où la face de la mine est méticuleusement déblayée et la boue conduite à l'aide de canaux de bois vers un bassin de réception ouvert. Là, la boue est filtrée et la poussière d'or apparaît à la surface après plusieurs procédures de filtrage des orpailleurs. La seconde méthode consiste en une exploitation fermée composée de tunnels excavés à la dynamite à travers les roches de quartz et soutenus par des poteaux en bois. Ici, l'orpailleur descend seul dans le tunnel, accompagné d'une torche (attachée à sa tête par une corde), un marteau et une gourde d'eau fraîche. Plusieurs creuseurs restent à l'entrée, attendant leur tour. Le travail est fatigant et dangereux; très souvent, des accidents se produisent lorsqu'un tunnel s'effondre soudainement sous le poids d'une roche

excavée³⁷. Parents et enfants récupèrent la poussière d'or des bas-côtés à l'aide d'une pelle et d'un morceau d'écorce de bananier. Ces fossés transportent l'eau des mines des environs et sont souvent utilisés comme systèmes de drainage par les habitants. Dans la plupart des cas, les profits retirés par ce système servent à payer la scolarisation des enfants. La plupart des enfants en âge scolaire à Kamituga se tournent vers cette sorte de travail pour payer leurs cotisations de 1\$ et 1.5\$ par mois pour l'école primaire et secondaire respectivement. Ceci crée des situations dans lesquelles les enfants vont à l'école le matin et partent à la recherche de l'or dans l'après-midi³⁸.

Le travail autour de la mine de Mobale est centré sur le «doyen» ou la «sentinelle», c'est-à-dire le propriétaire ou le locataire des fosses d'eau où l'on tamise l'or. Ces fosses (que l'on appelle «outra») sont fabriquées de canevas en plastique (habituellement des ex-bâches du HCR) placés sur une niche quadrangulaire. Gardé par le doyen, l'outra est situé dans un espace délimité à côté des mines, qui sert en même temps d'atelier de travail principal des pilleurs, tamiseurs et évaluateurs de l'or. Dans le voisinage de Tshanda Mero, près de Mobale, près de 30 mines ont été fouillées par des mineurs locaux. De là, le travail autour de la mine est organisé par une série d'exploitants locaux. Généralement, le doyen désigne un nombre de porteurs, de tamiseurs et quelquefois d'orpailleurs pour le schéma de travail désiré. Dans les deux méthodes d'exploitation décrites ci-dessus, les orpailleurs doivent payer leur cotisation d'entrée à la mine auprès des soldats gardiens: un jeton (frais d'entrée) coûte 200 FC (0.60\$). A la sortie, la même procédure est répétée par les soldats RCD, qui évaluent souvent les profits quotidiens à la recherche d'une cotisation additionnelle; la négociation constante avec ces soldats donne naissance quelquefois à des contrats individuels. Après la procédure de creusage, les porteurs transportent les roches de quartz de la mine vers l'outra, où ils reçoivent un salaire quotidien d'environ 300 FC (0.80\$) du doyen.

Le doyen désigne ensuite un nombre de tamiseurs pour casser les roches de quartz en une poussière plus malléable, qui est alors nettoyée et tamisée par les orpailleurs dans les outras environnants. Les tamiseurs (qu'on appelle aussi «mamans twangaises» ou «twangeuses», ou «papas twangais/twangeurs»³⁹) reçoivent généralement un salaire de 450 FC (1.3 \$) pour remplir un bassin (environ un demi jerrycan) de poussière de quartz. Ce pilage quotidien – qui se fait au moyen d'une frappe répétitive de la roche dans un récipient de métal (comme l'écrasement de racines de manioc) – est surtout la prérogative de femmes provenant de zones de conflit voisines telles

³⁷ Par exemple en juillet 2003, un accident a été relevé à la mine de Mobale qui a causé trois morts: conversation avec des mineurs de Kamituga, décembre 2003.

³⁸ Conversation avec un jeune local, Kamituga, 2003.

³⁹ En Swahili «twanga twanga» signifie piller.

que Shabunda et Mulundo; le travail de la «maman twangaise» est donc souvent lié aux sinistrés et déplacés internes. Finalement, une fois que le minerai d'or a été exploité, transporté, pilé et nettoyé par les différents participants dans la chaîne d'exploitation, l'orpailleur prend son or du comptoir, où le «comptoiriste» purifie, mesure et évalue la poussière d'or offerte; le mineur rémunère ensuite les porteurs, twangeurs et doyens pour leurs services rendus. Une autre possibilité est que l'orpailleur vend ses produits directement au propriétaire de l'outra (c'est-à-dire le doyen ou son patron, lui-même également propriétaire du terrain). Le doyen descend alors directement jusqu'à Kamituga, où il vend son or aux comptoirs et intermédiaires – souvent connectés aux comptoirs des centres-villes de la région (Goma, Bukavu, Bujumbura). Une dernière option (moins fréquente) est que les intermédiaires ou comptoirs envoient leurs propres travailleurs pour exploiter leur or. Ces travailleurs sont ensuite payés pour leur labeur à la fin du mois.

Fin 2002, ce système informel d'exploitation des ressources naturelles fut dérangé temporairement après son installation par les autorités RCD du Congo Holding Development Company (cf. supra). La CHDC installa un nouveau superviseur à la tête de la mine Mobale: le commandant de la 6^{ème} Brigade du Sud-Kivu, Lt. Col. Thierry Ilunga. Thierry Ilunga était surnommé localement «Monsieur Divisé-Par-Deux» parce que, sous son commandement, les orpailleurs étaient forcés de remettre la moitié de leur production quotidienne aux soldats gardiens⁴⁰. De plus, la gestion de la CHDC tenta de centraliser le labeur artisanal en regroupant les mamans twangaises autour d'un endroit de travail central situé à quelques centaines de mètres de la mine de Mobale. Ce déplacement forcé fut dénoncé par les ONG locales et internationales comme l'introduction brutale du travail forcé par le RCD.

Pendant la période de transition, les anciens problèmes de corruption et de trafic d'influence ont refait surface très rapidement. Bien que certains réseaux RCD et APR (y compris la CHDC) aient été démantelés – parce que leurs anciens dirigeants n'occupent plus des positions clés à l'Est, ou qu'ils en occupent désormais à Kinshasa – le revenu du commerce des ressources naturelles n'a apparemment toujours pas rempli la trésorerie du RCD. Tandis que des villes minières comme Kamituga et Lugushwa continuent de produire 100 à 150 kg d'or par mois, les taxes du commerce de l'or échappent toujours au contrôle d'institutions clés comme le bureau du gouverneur ou la Division minière de Bukavu. Il apparaît d'autant plus évident que ce revenu continue à disparaître dans les poches d'individus ou de réseaux criminels⁴¹.

⁴⁰ Selon des sources bien placées, Ilunga n'a pas gardé le tout pour lui-même mais l'a partagé avec, entre autres, le vice-gouverneur du Sud-Kivu Mazambi (qui a récemment pris son poste de Chirabanya), Bizima Karaha et des commandants senior de l'ANC.

5.2. Le Dilemme Sécurité-Prospérité

Le résultat de ces luttes internes entre réseaux et individus criminels a été que le système historique d'exploitation artisanale de l'or s'est véritablement consolidé pendant la période RCD. Mis à part le trafic d'influence permanent et les changements de main entre l'armée et les mineurs individuels (cf. supra), il est intéressant de noter que l'organisation complexe et souvent très fûtée de ce schéma informel d'exploitation a empêché le RCD de 'capturer' complètement l'économie d'or de Kamituga. Le fait que la plupart des chercheurs d'or aient une bonne connaissance du marché mondial de l'or (la plupart ont une parfaite idée de l'évolution du prix mondial de ce minerais), et sont souvent connectés indépendamment aux comptoirs et commerçants régionaux, n'a pas permis d'établir une relation asymétrique entre les mineurs et l'armée⁴². Cette dernière a néanmoins été capable de contrôler les points stratégiques d'entrée et de sortie pour détourner une quantité limitée de taxes. Cette situation confirme l'observation de Erik Kennes concernant le contrôle militaire sur le secteur minier du Kivu en général. Selon lui, le comportement parasite des militaires (rebelles et armées) autour de l'économie des ressources à l'est du Congo a engendré une situation où les réseaux militaires – et non l'Etat – sont devenus les intermédiaires entre les niveaux local et global d'interaction économique. Toutefois, le rôle de l'armée a été limité au prélèvement de taxes locales⁴³. Il en va de même pour les réseaux commerciaux impliqués dans la commercialisation de dépôts d'or aux marchés sous-régionaux et régionaux. Selon les commerçants intermédiaires de Kamituga, les pépites d'or trouvées par des mineurs locaux sont directement vendues ou passées en fraude par des commerçants itinérants vers des ports de commerce plus grands tels que Congocom et Panju à Bukavu, ou vers des comptoirs d'or à Bujumbura. Tandis que l'armée prélève généralement une taxe d'exportation mineure au point de sortie de la ville, le commerçant intermédiaire récupère la différence

⁴¹ Communication avec des observateurs locaux, Kamituga, décembre 2003, et un acteur de la paix internationale, Bukavu, décembre 2003.

⁴² La retenue de faits cruciaux sur les prix et les marchés crée une situation considérée par les économistes comme étant de l'«information asymétrique». Autre que le commerce du coltan par exemple, qui est aussi une matière basée sur l'achat, des mineurs locaux et les «comptoiristes» de Kamituga ont une assez bonne idée de comment évaluer le prix de leurs gisements d'or. Les commerçants du coltan liés à l'autorité RCD utilisent leur contrôle des méthodes d'évaluation (spectomètres) pour monopoliser le prix du coltan dans les zones minières périphériques: JACKSON, S., "Fortunes of War: the Coltan trade in the Kivus"; voir aussi: RAIKES, P., F. JENSEN, S. PONTE, *Global Commodity Chain Analysis and the French Filiere Approach: Comparison and Critique*, Copenhagen, Centre for Development Research, 2000, *op. cit.*

⁴³ KENNES, E., "Footnotes to the Mining Story", in: *Review of African Political Economy*, no. 93/94, vol. 29, September-December 2002.

entre le prix local et le prix offert par le comptoir sous-régional⁴⁴. Le problème principal, toutefois, est posé par les succursales et faux comptoirs qui jouent le rôle de représentants des plus grands comptoirs des centres-villes de la sous-région. Selon les mêmes commerçants d'or: «il y a beaucoup de tricheries. Alors qu'on devrait avoir une licence pour tout les différents minéraux (par exemple pour la vente du coltan et ses accompagnateurs), beaucoup de transactions ont lieu dans des soi-disants comptoirs sans licence. Ceci rend les affaires encore plus difficiles à contrôler...»⁴⁵.

Cette évolution correspond également à ce que William Reno désigne comme «la fourniture de biens publics» par des acteurs non-armés dans des états «prédateurs» faibles⁴⁶. En général, la plupart des commerçants sont d'accord sur le fait que la présence de militaires dans le territoire de Mwenga a facilité leur commerce en ressources naturelles et autres marchandises. Selon les commerçants de Kamituga, «la présence de militaires a présenté des opportunités de faire des affaires... sauf lorsqu'il y a des pillages de rebelles *mayi-mayi*, et dans les cas de taxes exagérées»⁴⁷. En se reposant sur les mécanismes existants de commerce sous-régional informel, des acteurs non-armés tels que le RCD ont pu utiliser le commerce des ressources naturelles comme catalyseur pour fournir une sorte de 'bien public' à des commerçants 'amis' ou clients; ces biens publics consistent habituellement en l'assurance d'un sentiment limité de sécurité. Dans ce contexte, le mécanisme de protection privatisée qui a été établi entre les commerçants intermédiaires et l'armée a offert des bénéfices mutuels: tandis que les réseaux commerçants existants deviennent petit à petit des intermédiaires commerciaux pour les autorités RCD présentes, ces dernières ont repayé cette relation de clientèle avec l'assurance (limitée et apparemment arbitraire) d'une sécurité physique au centre de leurs transactions commerciales. A Mwenga, l'on n'accepte généralement que des trafiquants établis et des commerçants de ressources aient pris le rôle de commerçants intermédiaires entre les territoires occupés par le RCD (Kamituga, Mwenga et ses principaux axes) et les zones contrôlées par les forces *mayi-mayi* et *interahamwe* (FDLR et Alir) de l'intérieur⁴⁸. A son tour, le RCD a garanti à ces commerçants leur sécurité aux

⁴⁴ Au moment de la rédaction, la différence était de 145 à 155\$ par tola, exclus le transport aérien, qui est payé par l'intermédiaire: conversation avec des commerçants d'or, Kamituga, décembre 2003.

⁴⁵ Communication personnelle, Kamituga, décembre 2003.

⁴⁶ RENO, W., *Sovereign Predators and Non-State Group Protectors?*, Papier présenté à la conférence sur "Curbing Human Rights Violations by Armed Groups", UBC Centre of International Relations, Vancouver, 13-15 November 2003.

⁴⁷ Conversation avec des commerçants d'or, Kamituga, décembre 2003.

⁴⁸ Par exemple à Kakanga (contrôlée par le FDLR au moment de la recherche), et Punia (contrôlée par les *mayi-mayi*), de petits «porteurs» (avions) et des commerçants à bicyclettes descendent régulièrement pour acheter l'or et le coltan auprès des milices locales.

centres urbains de la province en bloquant les postes d'entrée et de sortie aux milices rivales.

Au niveau de la base, cette relation très proche entre les commerçants et l'armée s'est manifestée en partie dans la provision (largement virtuelle) d'un sentiment minimal de sécurité à la population urbaine de Kamituga – bien que les aspects physiques de l'infrastructure locale (tels que l'industrie, les hôpitaux et les écoles) aient depuis longtemps disparu. Après leur première attaque en 1998 – accompagnée de pillages – le RCD fit un effort pour rappeler les populations ayant fui dans les campagnes avoisinantes, où de nombreuses familles attendaient un retour de la sécurité pour reprendre leurs activités agricoles et commerciales. Tandis que le RCD avait apparemment besoin d'une main d'œuvre locale pour retirer des bénéfices des mines, la population n'avait d'autre choix que d'accepter l'invitation du RCD de revenir en ville si elle voulait sécuriser ses atouts économiques. En d'autres mots, l'établissement d'un environnement économique plus ou moins stable était nécessaire pour garantir la continuation de l'activité économique. Les observateurs locaux parlent d'une «alliance forcée d'intérêt»: 'intérêt', car garantissant un bien-être physique minimal; 'forcée', car non basée sur la volonté même de la population⁴⁹.

5.3. Dollars, prospérité et les limites de la vie «Garimpeiro»

La capitalisation des relations socio-économiques à Kamituga – démontrée par la relation corrompante entre les 'seigneurs des rues' et les opérateurs économiques de différentes sortes – a eu un impact significatif sur les relations sociales dans l'économie des ressources. Particulièrement dans le quartier minier Tshanda Mero (qui a repris l'ancien voisinage minier construit par les Belges), des mineurs appauvris sont quelquefois confrontés à de grandes quantités d'argent – surtout lorsqu'ils attirent une quantité équivalente d'or. La découverte d'une pépite ou d'une veine d'or signifie souvent l'avènement rapide d'une fortune. Tandis que ces excès de richesse contrastent fortement avec l'indigence de la majorité de la population de Kamituga (et du reste de l'est du Congo), ils ont toutefois produit une économie sociale indépendante ayant affecté de manière significative les relations sociales internes de cette zone. Dans les rues de Tshanda Mero, les orpailleurs et autres mineurs dépensent souvent leurs dollars ensemble pour de la bière et du *kanyanga* (un alcool local fait de maïs et de manioc) au «nganda» local, ou pour de la viande dans les kiosques le long des voies de boue. Pour ces jeunes gens, l'accès rapide à la richesse et aux dollars a remplacé le rythme lent et régulier de la campagne. Comme le remarque un membre d'une coopérative minière: «ces jeunes n'ont pas d'autre option que

⁴⁹ Conversation avec une coopérative agricole, Kamituga, décembre 2003.

de creuser pour de l'or, car la culture du manioc ne rapporte pas d'argent»⁵⁰. En d'autres mots, l'absence de revenu rural a forcé de nombreux jeunes à Kamituga à se tourner vers l'économie des ressources, où les dollars et la fortune peuvent encore être atteints.

Pour ces jeunes hommes, la ruée vers l'or n'a pas seulement remplacé les mécanismes traditionnels de sécurité liés à leurs milieux de vie rurale; elle leur a également procuré un nouveau sentiment d'identité, basée principalement sur les aspects externes d'un style de vie 'nouveau' et 'capitaliste'. Cette nouvelle identité combine visiblement les éléments traditionnels de l'initiation masculine avec la dépense excessive et le luxe associés aux milieux urbains. Le jeune creuseur est donc devenu un nouveau modèle idéal, l'expression ultime d'un positionnement individuel dans la hiérarchie sociale⁵¹. Bien que se référant toujours à leurs passés ruraux, les jeunes actifs du secteur de l'or copient de plus en plus le style de vie des soldats et membres des milices (qui à leur tour se façonnent sur de grands héros du cinéma comme Rambo ou Jean-Claude Van Damme). En ce sens, l'orpailleur ou «garimpeiro» fort et enrichi est devenu un modèle pour les enfants, qui se réfèrent quelquefois aux creuseurs d'or dans leur recherche d'un positionnement social. Par exemple, l'un des comptoirs situé à Tshanda Mero s'appelle «Savimbi» en référence à l'ancien dirigeant de l'UNITA. La référence à cette 'économie du désir' s'associe surtout à une consommation excessive d'alcool et à l'achat d'articles masculins (un T-shirt sans manches représentant un dragon coloré cracheur de feu importé d'Asie, par exemple), mais également à la 'consommation' ostentatoire de femmes. Dans les rues de Tshanda Mero, de jeunes mamans – n'ayant quelquefois qu'une douzaine d'années – offrent leur compagnie aux jeunes miniers qui sont souvent loin de chez eux pour des périodes longues. La récompense pour ce 'service' (deux mesures d'or, ou *mushale mbili*) est devenu le nom commun pour une prostituée⁵².

Cette prospérité rapide démontre aussi les limites du style de vie «garimpeiro». Dans un contexte d'insécurité physique et économique, les symboles de modernité (l'accès aux dollars en étant l'un des principaux) contraste très souvent avec les milieux miséreux et isolés des orpailleurs de Kamituga. Les paragraphes suivants examinent l'impact de la guerre sur la relation entre le centre urbain et la périphérie rurale.

⁵⁰ Conversation avec PAR (Producteurs Artisans Réunis), Bukavu, décembre 2003.

⁵¹ *Ibidem*.

⁵² Cette situation ressemble à une réalité qui a aussi été observée dans les mines de coltan au Nord-Kivu: si les mineurs veulent l'affectation d'une prostituée pendant leur séjour dans la forêt, le prix à payer est équivalent à un kilo de coltan: POLE INSTITUTE, *The Coltan Phenomenon*, *op. cit.*

6. DE LA PÉRIPHÉRIE RURALE AU CENTRE URBAIN

6.1. Le minage comme style de vie

L'expansion rurale et la croissance démographique de Kamituga sont les résultats de l'implosion de l'Etat zaïrois et de la lutte subséquente pour le pouvoir politique et le contrôle économique depuis 1996 entre milices, mouvements rebelles et armées nationales. Tandis que l'implosion étatique des années 1980 stimula le développement d'activités économiques informelles et attira vers les centres miniers un nombre important de chômeurs ruraux et urbains en quête de fortune, les deux guerres récentes ont poussé de grandes parties de la population rurale vers ces mêmes centres en quête de sécurité physique et de survie économique. Ces migrations différentes ont eu des effets importants sur le paysage socio-économique de Kamituga, qui lui-même est passé d'un centre minier rural périphérique à un centre urbanisé d'accumulation (informelle) et de survie. Ce changement inclut une consolidation des activités économiques informelles comme mécanismes urbains de survie, et une transformation totale de l'organisation de la société locale. Même si l'inventivité et la créativité, ainsi que la reproduction imaginative de processus urbains de formation d'identité, sont devenus des composantes caractéristiques de la vie socio-économique quotidienne de Kamituga, la situation actuelle démontre clairement les limites de ce processus. Les activités économiques informelles ne garantissent désormais plus la survie 'miraculeuse' de la population locale, et l'urbanisation de l'interaction sociale ne garantit plus la persistance d'une certaine cohésion sociale.

L'on observe généralement en RDC que l'exploitation des ressources naturelles a eu un effet d'expansion et d'urbanisation sur certaines parties périphériques. Plusieurs villages proches de la frontière angolaise se sont transformés en d'importants centres diamantifères, tandis que les territoires riches en coltan du Nord-Kivu se sont transformés en des centres économiques très animés. Par conséquent, les perceptions conventionnelles d'une division rurale-urbaine ne correspondent plus aux réalités quotidiennes sur le terrain. Avec une importance économique grandissante, ces endroits périphériques ont connu un processus silencieux d'urbanisation. La vie économique et sociale à Kamituga ressemble de plus en plus à celle de Kisangani, Lubumbashi, Goma ou Kinshasa. La richesse de son sol a facilité l'engagement de creuseurs et de commerçants dans le commerce global de l'or et dans les marchés dollarisés, tandis que le commerce minier a connecté Kamituga aux dynamiques sociales et culturelles globales. Toutefois, l'expansion de l'industrie minière informelle – bien qu'offrant des avantages à certains individus – a eu un impact négatif sur les conditions de vie de la

majorité de la population à la base. D'une part, les commerçants locaux ont perdu leur contrôle sur la majeure partie des transactions économiques locales, car le commerce sous-régional de l'or (la seule activité génératrice de dollars) est de plus en plus dominée par des hommes d'affaires de Bukavu et par des commandants militaires. D'autre part, l'exploitation artisanale des minéraux locaux n'offre désormais plus de perspectives (comme avant-guerre) de mobilité sociale et est devenue le moyen ultime d'éviter la famine et l'appauvrissement total. Par conséquent, la solidarité traditionnelle a été remplacée par une forme de 'solidarité de désespoir' et de lutte individualisée pour la survie, un développement qui a également été connu par les populations déplacées dans d'autres régions⁵³.

Contrairement aux acteurs situés en haut de l'échelle du commerce informel ou des réseaux politico-militaires (qui ont connu de grands changements depuis la fin de l'ère Mobutu), la présence d'acteurs armés a eu peu d'effet sur les niveaux plus bas de cette économie informelle. Avant la guerre, l'or était extrait et commercialisé sans investissement en retour. Toutefois, le conflit a consolidé l'exploitation artisanale tout en limitant d'autres options telles que l'agriculture ou le petit commerce. En raison de la prolifération de groupes armés, l'agriculture est devenue impossible dans de nombreuses campagnes. Le petit commerce, qui reposait surtout sur l'accès aux marchés urbains de l'est du Congo, a été drastiquement réduit en raison de la destruction de la route principale reliant Kamituga à Bukavu et des coûts élevés des cargos aériens. L'insécurité et l'absence d'opportunités économiques ont forcé beaucoup de gens à chercher des options alternatives pour survivre à Kamituga. Mis à part l'économie de l'or, toutefois, ce centre urbain périphérique n'offre pratiquement aucune option économique à la plupart des nouveaux venus. De plus, les nouveaux migrants font face à une réalité socio-économique inconnue basée sur des initiatives individuelles plutôt que collectives, et avec une absence quasi complète de mécanismes traditionnels de survie et de solidarité.

Comme dans d'autres villes et centres miniers périphériques du Congo, l'économie locale de l'or de Kamituga n'a presque pas produit de richesse pour les principaux concernés. De plus, elle a augmenté la compétition individuelle et détruit une grande partie de la cohésion sociale. Etant donné la détérioration de la position économique de la population à la base, l'extraction de l'or a créé une situation de désordre et de compétition féroce, augmentant toujours avec l'arrivée de milliers de familles rurales depuis le début de la guerre. La même dynamique s'observe dans d'autres cités minières du Congo. A Kisangani, Omasombo note que la compétition

⁵³ On observe souvent que les gens ne fuient plus la violence en groupes ou en familles mais individuellement essaient de trouver des lieux sûrs. En d'autres mots, ici la solidarité a perdu beaucoup de son sens.

individuelle a engendré une destruction presque totale de la cohésion sociale locale. «Tout le monde en veut une part. (...) Des allées et venues massives de travailleurs immigrés de et vers les mines ont eu lieu. L'activité occupe maintenant la plupart de la main d'œuvre et touche toutes les catégories sociales, y compris les fonctionnaires, les agents d'affaires, les indépendants, les infirmières, les ministres, les soldats, et les athlètes. Ils se dirigent tous en grande hâte vers les mines où ils travaillent en tant que creuseurs, magasiniers, dealers, transporteurs, trafiquants, intermédiaires et gardiens. (...) Chacun doit tenter sa chance»⁵⁴. A Kamituga, d'autres effets ont été observés. Pour la population rurale, la migration vers le centre urbain a aussi engendré une perte totale de son contrôle sur l'utilisation des surplus économiques. Tandis que leur production agricole de l'avant-guerre leur permettait de survivre à travers le marketing d'une partie de leur surplus agricole ou de se reposer sur des mécanismes de survie si nécessaire, à Kamituga l'économie informelle exploite les opportunités de pauvreté et ne produit que de la pauvreté en surplus. Pour cette population, la conséquence en est l'augmentation de la misère accompagnée par une anomie généralisée et une perte totale de références morales.

Dans les esprits, toutefois, ce centre aurifère est aujourd'hui devenu un endroit d'accès facile aux dollars, à l'achat de bière ou de femmes, à la 'belle vie', qui auparavant n'était qu'à Kinshasa, Nairobi ou Bruxelles. Selon plusieurs observateurs, l'industrie d'extraction de l'or n'a pas seulement attiré des familles rurales en quête de moyens de survie économique, mais est aussi devenu un mode de vie pour les plus jeunes. Localement, l'on croit que l'or a eu au moins un effet positif. La perspective d'enrichissement a empêché de nombreux jeunes de rejoindre des milices locales, ce qui, dans d'autres régions, a représenté un moyen de secours important pour la jeunesse rurale. Toutefois, malgré la tentation de ce mode de vie pour de nombreux jeunes creuseurs, la transition périphérique de Kamituga vers un centre urbain d'accumulation a façonné toutes les relations sociales et risque de créer un schéma généralisé de destruction sociale. Comme l'a noté un prêtre local, «la société est en train de se détruire»⁵⁵.

Pour une grande partie de la jeune génération, le minage de l'or est devenu «un rituel d'initiation dans la vie sociale»⁵⁶. La perspective d'un accès facile à la modernité via les activités de minage a accéléré un changement dans le 'modèle idéal' traditionnel. Le travail dans les mines est présenté aujourd'hui par les premiers concernés comme la meilleure stratégie d'accès

⁵⁴ OMASOMBO TSHONDA, J., "Kisangani and the Curve of Destiny", in EWENZOR, O. et al. (Eds.), *Under Siege: Four African cities, Freetown, Johannesburg, Kinshasa, Lagos*, Ostfildern-Ruit, Documental 1-Platform 4, Hatje Cantz Publishers, 2003, pp.243-285.

⁵⁵ Interview de l'auteur avec le dirigeant local de l'Eglise Catholique, Kamituga, décembre 2003.

⁵⁶ Entretien avec un groupe d'intellectuels originaires de Kamituga, Bukavu, décembre 2003.

au succès économique. En même temps, leur engagement dans cette activité facilite le façonnement de leurs propres ressources morales et sociales, qui sont basées en grande partie sur la perception des cultures urbaines de Kinshasa ou de Bruxelles. Le bar principal de Kinshasa en est une bonne illustration. Cet endroit sert de miroir à la vie culturelle du voisinage de Matonge à Bruxelles (exemplifié par les posters de concerts de musiciens congolais à Bruxelles), qui est lui-même une représentation de l'atmosphère vivante du monde des «sapeurs» de Kinshasa, dominé par la musique «soukous», la bière et les femmes⁵⁷. Bien que connus surtout pour leur style de vie fait de beaux vêtements et de musique, les sapeurs ont créé leur propre monde, un monde qui leur a permis de faire vivre leurs rêves, «au bord du désespoir sans pourtant y tomber»⁵⁸. A Kamituga, le monde des jeunes est basé sur le même concept dramatique. Ici, l'exploitation de l'or est plus qu'un processus économique; elle crée l'espace où les processus de formation d'identité et d'interaction sociale sont modelés. La vue de Kamituga a donc basculé d'une ville de mineurs traditionnelle où les travailleurs des compagnies de minage habitaient, vers un nouveau centre économique où des dynamiques rurales et urbaines, traditionnelles et modernes, locales et globales se rencontrent et donnent sens au paysage social, culturel et économique. De Boeck observe des processus similaires dans la province diamantifère de Lunda Norte en Angola: «les identités et histoires générées dans l'espace frontalier (...) sont façonnées à travers des processus locaux et globaux. Ils se mélangent les uns aux autres et sont donc souvent non-transparents, ambivalents, contextuels, négociables et polysémiques»⁵⁹.

6.2. Dépendance et désespoir

Illustrons cette nouvelle réalité en analysant certaines des principales caractéristiques des processus qui se forment dans le nouveau contexte local, et examinons l'impact sur la cohésion sociale locale. La vie urbaine à Kamituga aujourd'hui est presque totalement dominée par une culture de l'argent et guidée par une «éthique de l'argent rapide»⁶⁰. Bien que cette quête de la soit une directive pour la majorité de la population, elle n'a presque pas apporté d'amélioration à leur position économique et sociale. D'une part, les valeurs d'éducation, de travail et d'investissement ont perdu de leur

⁵⁷ La notion de «sapeur» fait référence à la «Sape», la Société des Ambianceurs et Personnes d'Elegance, un mouvement qui a dominé la vie nocturne de Kinshasa. Si ceci peut être expliqué comme une culture populaire locale, ce mouvement est davantage qu'un groupe de danseurs kinois bien habillés. WRONG, M., *In the Footsteps of Mr Kurtz*, London, Fourth Estates, 2000.

⁵⁸ *Op. cit.*, p.179.

⁵⁹ DE BOECK, F., "Garimpeiro Worlds: Digging, Dying and 'Hunting' for Diamonds in Angola."

⁶⁰ OMASOMBO TSHONDA, J., *op. cit.*

importance au profit d'une compétition féroce pour l'accès aux mécanismes d'exploitation des richesses de Kamituga. Parce qu'elle ne garantit plus la survie économique, la réussite à l'école ou à l'université a perdu de son attrait et, par conséquent, les intellectuels locaux ont perdu de leur statut social. La plupart des creuseurs sont guidés par l'espoir d'un jour trouver une quantité importante d'or. Cette fièvre de l'or est devenue une drogue ou, comme l'observent certains, une «dépendance quotidienne». D'autre part, la plupart des creuseurs se rendent compte que leur foi correspond à peine à la réalité puisque leur revenu mensuel est d'environ 30 \$. Beaucoup d'entre eux sont tout juste capables d'échapper à la pauvreté. Il en va de même pour les mamans twangaises. Pour elles également, le trafic de l'or ne fait que reproduire la pauvreté et la misère. Leurs revenus (une journée entière de travail représente 450 FC, un peu plus d'un dollar) contrastent fortement avec l'impact de leur travail sur leur propre santé (beaucoup d'entre elles souffrent de dyspnée et de tuberculose) et leur vie sociale (elles passent douze heures par jour aux sites miniers et n'ont pas le temps d'élever leurs enfants). Comme nous l'a dit l'une d'entre elles: «J'ai été obligée de faire ce travail parce que je n'avais rien. Avant j'étais agricultrice. Mais la guerre m'a arraché tous mes biens. Aujourd'hui, le problème principal c'est le travail: le tamisage provoque des maladies, et il ne rapporte rien. Cela ne me permet pas de m'acheter des habits ou de payer les soins médicaux. Je ne suis plus en mesure de payer les frais scolaires de mes enfants. En plus, nous mangeons mal: seulement un peu de *sombe* (feuilles de manioc), et parfois un peu de fretin ou de la peau de vache – juste assez pour avoir l'idée d'avoir mangé de la viande. Mes enfants ont été obligés de chercher leur destin ailleurs. La prostitution est monnaie courante. Dans la famille, c'est la misère. Nos maris ne travaillent pas; il y a un manque d'amour. La haine et la brutalité ont créé de nouveaux conflits»⁶¹.

Le peu d'argent que gagnent les jeunes hommes est habituellement dépensé pour la bière, les femmes et le cinéma. Etant donné la perte de capacité économique des parents, la cohésion sociale au niveau de la famille et des structures d'autorité traditionnelles ont souffert depuis l'introduction du minage artisanal. Les parents ne peuvent plus guider leurs enfants, qui se sentent de plus en plus attirés par les jeunes cultures urbaines plutôt que par la famille traditionnelle. Comme le notent des observateurs locaux, «l'éducation familiale est en déclin, les enfants font ce qu'ils veulent, ils ne sont plus encadrés»⁶², tandis que d'autres notent que l'exploitation de l'or a «sacrifié la jeunesse, une jeunesse qui est aujourd'hui complètement perdue»⁶³.

⁶¹ Entretien avec une maman twangaise à Tsanda Mero, décembre 2003.

⁶² Entretien avec des représentantes d'associations de développement local, Kamituga, décembre 2003.

⁶³ Entretien avec des jeunes locaux, Kamituga, décembre 2003.

Le minage de l'or n'affecte pas seulement les relations entre parents et enfants, mais la cohésion familiale en général. Les chefs de ménage masculins ont souffert le plus du manque d'opportunité économique et se voient aujourd'hui privés de leur position sociale ce qu'ils ressentent comme un deuil. En réaction, l'on observe une tendance à quitter le noyau familial. D'autres optent pour une part dans le minage local et dépensent la plupart de leurs revenus pour des prostituées⁶⁴ et de la bière. Parallèlement à cette perte de solidarité entre les membres d'une même famille et une réduction drastique des mécanismes restant de survie, la propagation du SIDA est l'une des plus grandes conséquences⁶⁵. Finalement, les futures familles doivent aussi apprendre à gérer ce manque de cohésion, les valeurs traditionnelles sociales pouvant aussi être observées dans le changement des pratiques locales qui accompagnent le mariage: même si cette modification fait partie du basculement de Kamituga vers un espace urbain (et par conséquent de la modernisation de l'interaction sociale), les facteurs économiques ne sont pas la cause principale de la plupart de ces changements. Tandis que la plupart des jeunes ne choisissent plus l'option d'un mariage traditionnel à cause des coûts trop élevés de la dot, dans d'autres cas les bijoux et cheptel traditionnels ne constituent plus la base matérielle pour cette négociation pré-mariage, mais bien la terre, les matelas et d'autres biens à valeur élevée.

Tandis que l'individualisme et la compétition ont eu un impact sévère au plan des ménages, les deux tendances ont aussi dérangé les mécanismes de solidarité existant entre ménages. L'un de ces mécanismes est le phénomène des «mutuelles». A l'origine, ces mutuelles étaient des associations offrant de l'assistance sociale à leurs membres et garantissant la reproduction culturelle de la communauté. Aujourd'hui, ces associations voient leurs activités fortement réduites suite à une tension grandissante entre les élites locales, et sont devenues les instruments de chefs de clans pour combattre d'autres chefs (sous-groupes de la communauté locale *warega*). Cette compétition croissante entre clans est avant tout le résultat de l'informalisation totale de l'économie, une compétition croissante pour la terre et la perte d'influence des autorités traditionnelles. Même si ces dynamiques existaient déjà avant le début de la guerre, le conflit congolais les a renforcées. Aujourd'hui, l'on voit clairement comment le concept de l'argent facile a infecté les structures d'autorité traditionnelles. D'une part, étant donné l'appauvrissement de la population,

⁶⁴ Ces prostituées sont souvent appelées *bishale mbili* ou «deux mesures d'or», qui fait référence au prix habituel pour leurs services. Ceci rappelle une réalité également observée dans les mines de coltan du Nord Kivu. Ici, si les mineurs veulent la compagnie d'une prostituée, un kilo de coltan est le prix à payer. Voir HARDEN, B., "A Black Mud From Africa Helps Power the New Economy", in: *New York Time Magazine*, 12 August 2001.

⁶⁵ Un médecin local estime que 80% de ses patients sont infectés par le VIH, tandis qu'une recherche locale parmi des recrues RCD démontre qu'environ 70% sont infectés. Communication de l'auteur avec le médecin, Kamituga, décembre 2003.

ces autorités traditionnelles ont souffert de la réduction de leur revenu. D'autre part, certains chefs sont partis en quête de sources de revenu alternatives, comme le paiement de services sociaux. Les cérémonies sociales traditionnelles, comme l'initiation des jeunes, qui auparavant étaient gratuites, sont devenues aujourd'hui d'intéressantes opportunités économiques⁶⁶. Alors qu'on pourrait conclure que le processus d'informalisation et de déclin économique a engendré une inflation de l'importance des structures d'autorité traditionnelles, l'exemple des rituels d'initiation démontre la capacité de ces structures de s'adapter à un nouveau contexte façonné par des processus d'urbanisation rapide et de globalisation de la société rurale locale.

Si ces dynamiques ne sont qu'une conséquence de la guerre, le conflit a poussé ces dynamiques à de nouvelles limites. Parallèlement à un appauvrissement total, ils ont engendré des changements sociaux au profit d'un mode de vie individualiste et à l'érosion de formes de solidarité traditionnelles. Les nouvelles réalités qui en résultent vont de pair avec la transformation des mécanismes de survie en des formes de 'solidarité du désespoir'. Comme l'évoque Trefon, «les valeurs et pratiques sociales collectives caractéristiques de la vie rurale au Congo ont donné lieu à des demandes et des contradictions d'une économie de marché dans laquelle l'individu est central. Les attitudes et les comportements ont évolué grâce au degré de crise et spécifiquement aux difficultés de trouver un emploi rémunérateur. Cherchant toujours de nouvelles manières de survivre, la pauvreté se transforme psychologiquement en 'solidarité du désespoir'. Tandis que les Congolais sont prêts à étendre leur soutien psychologique, des contraintes financières et matérielles limitent cette solidarité à un système pragmatique d'échange»⁶⁷.

Comme dans d'autres régions de RDC, le ressort final de la population de Kamituga est offert par les «ministères de soulagement moral» et les «nouveaux médecins», tous deux «exploiteurs de misère» devenus une industrie florissante. Quand tout va mal, Dieu est toujours là. Quand quelqu'un tombe malade, il y a toujours un médecin. Beaucoup ne se tournent toutefois plus vers les églises catholiques ou protestantes, mais vers de plus petites sectes gérées en famille. Pour leur traitement médical, ils vont vers de «nouveaux guérisseurs» plutôt que vers les médicaments trop coûteux. Ce phénomène se rapproche des différents prêtres et sorciers ayant fait partie intégrante du paysage congolais à Kinshasa, Kisangani et autres sites urbains.

Dans les zones urbaines et rurales de Kamituga, beaucoup de sectes et de «chambres de prière» sont apparues. Comme l'illustre un prêtre de Kitutu

⁶⁶ Une source mentionne que pour la première cérémonie d'initiation chaque famille doit payer 10\$.

⁶⁷ TREFON, T., "The Political Economy of Sacrifice: Kinois and the State", in: *Review of African Political Economy*, No. 93/94, p.488.

(entre Mwenga et Kamituga): «A l'intérieur comme chez nous dans le village, nous constatons une multitude de chambres de prière, où chacun se libère de sa propre façon. Pour un peu d'argent, une chèvre ou un jerrycan de pétrole, des pasteurs charismatiques vendent la parole de Dieu aux paysans payants»⁶⁸. Très souvent, ces pasteurs sont d'anciens prêtres ayant démontré un talent individuel dans la 'vente' de la parole sainte à la campagne de Mwenga. Faisant écho au charisme des féticheurs traditionnels, ils se déplacent en robes blanches aux écritures saintes comme «Il n'y a pas d'autre Dieu que Jéhovah», ou «Ministère du Combat Spirituel». Presque chaque jour, ces personnages charismatiques rassemblent des foules entières de villageois qui écoutent leurs contes excentriques d'enfers en flammes et de la grandeur du paradis. Plutôt qu'un retour à la tradition, ces sectes sont des phénomènes modernes, nourris par une économie de marché aliénante dans laquelle l'individu est devenu l'unité centrale de la reproduction socio-économique (cf. supra). Parallèlement aux sectes de Kinshasa et d'autres villes congolaises, les leaders spirituels de la périphérie rurale urbanisée utilisent avec talent cette 'réinvention de la tradition' pour répondre aux problèmes individuels et matériels. Selon le même prêtre, «les difficultés générées par ces chambre de prière sont nombreuses. Par manque d'hôpitaux, les gens s'adressent directement aux charismatiques pour se faire traiter. Certains charismatiques vont même solliciter les gens aux centres de soins... C'est tout un marchandage, ou une question d'argent et d'intérêt... Souvent, ces mêmes gens travaillent pour le compte de leur charismatique, qu'ils doivent payer chaque fois qu'ils entrent dans la chambre»⁶⁹. La prière est souvent échangée contre des rapports sexuels... Cette compétition féroce pour le gain individuel a créé des schismes dans les différentes chambres». Un autre observateur local ajoute: «A l'intérieur [du territoire], les chambres de prière ont complètement remplacé les hôpitaux, où il existe un manque réel de matériel et de connaissances pour traiter les malades. Le succès de ces chambres de prière est assez logique, parce que là-bas, on réussit au moins à repérer le problème. Dans certains cas, il y a même des opérations qui se font dans ce milieu... Si quelque chose faillit, les gens continuent à l'attribuer à une sorte d'infortune ou de malheur. C'est ainsi que naissent les histoires de sorcellerie»⁷⁰.

⁶⁸ Conversation avec un prêtre de Kitutu, Kamituga, décembre 2003.

⁶⁹ Conversation avec un prêtre de Kitutu, Kamituga, décembre 2003. Cette observation correspond à la déclaration des agriculteurs de subsistance de Mulambula (12 km de Kamituga), qui maintiennent que 80 à 90% des villages locaux participent à ces «chambres de prière», surtout en cas de maladie: conversation avec des fermiers locaux, Mulambula, décembre 2003.

⁷⁰ Conversation avec un officier juridique, Kamituga, décembre 2003.

7. CONCLUSIONS

La dégradation de l'économie de ressources de Kamituga n'a bien sûr pas commencé avec la guerre. L'une des conclusions principales de cet article est que la globalisation des centres miniers périphériques comme Kamituga ne peut s'expliquer par la 'commoditisation de la guerre' qui a eu lieu dans les années 1990; elle est plutôt la conséquence d'une transformation socio-économique profonde des années 1980. Tandis que le néo-patrimonialisme et l'accumulation privée des richesses minérales ont établi les bases d'une classe dominante parasitique d'un point de vue économique, et divisante d'un point de vue politique, l'instabilité politico-économique a finalement laissé place à des stratégies de survie alternatives aux niveaux micro et meso. Dans ce contexte, le minage artisanal s'est peu à peu développé comme la principale stratégie de survie pour les milieux de vie les plus désavantagés – et la ruée vers l'or et les sites miniers a progressivement représenté une opportunité pour un nouveau mode de vie pour de nombreux jeunes et agriculteurs marginalisés dans l'intérieur du Sud-Kivu. Comme le montre cet article, la guerre au Sud-Kivu a renforcé ces tendances. Au niveau macro, le rôle de la classe néo-patrimoniale a été repris par une armée assaillante et parasitique, qui continue de tirer profit de la spéculation économique et de la manipulation des contrats miniers pour accumuler des richesses privées. Néanmoins, tout comme à l'ère Mobutu, les hommes forts d'aujourd'hui n'ont pas réussi à capturer totalement l'essence de cette économie artisanale, qui s'adapte très bien aux structures d'autorité privatisées, et qui a petit à petit trouvé de nouveaux liens vers l'économie libérale mondiale. En ce sens, Kamituga n'est pas une exception des régions riches en minerais de la RDC. Comme le démontre De Boeck dans le contexte angolais, le marché diamantifère local a «développé un univers culturel et socio-économique dans lequel des significations, des pratiques et des imaginaires locaux et globaux, pré- et post-coloniaux se sont rencontrés»⁷¹, dans un processus non seulement économique et politique, mais «avant tout aussi socioculturel et historique, dans un pot-pourri inventif entre des catégories, pratiques, mentalités, relations et systèmes de pensée 'ruraux' et 'urbains', 'locaux' et 'globaux', 'traditionnels' et 'modernes'»⁷².

Pendant la guerre, le minage artisanal à Kamituga s'est ainsi étendu à la fois horizontalement et verticalement comme option de survie alternative. D'une part, l'insécurité continue dans les campagnes, souvent accompagnée par la promesse d'une fortune facile dans les zones minières, a attiré de plus en plus de populations rurales vers les voisinages urbains de Kamituga, où ils sont devenus actifs dans l'économie de comptoir de l'or et du coltan. Pour ces

⁷¹ DE BOECK, F., *op. cit.*, p.551.

⁷² *Ibidem*, p.559.

gens, le minage artisanal représente souvent la dernière stratégie de sortie pour obtenir un revenu dans un contexte d'insécurité physique et économique grandissante. En même temps, l'expansion de cette économie de comptoir a produit de nouveaux déséquilibres entre ce qui est décrit traditionnellement comme des «périphéries» rurales et des «centres» urbains, qui, à leur tour, ont engendré de nouveaux phénomènes économiques (comme les agences de voyages) et sociaux (comme les sectes modernes et les chambres de prière) au niveau de la base. Les principaux bénéficiaires de cette évolution, toutefois, sont «ces acteurs qui sont prêts à prendre des risques en opérant dans ces conditions»⁷³, c'est-à-dire, des commerçants itinérants et l'armée. Parce qu'ils se situent au bout de la chaîne, ils continuent à tirer profit de la combinaison de déséquilibres commerciaux et d'isolement rural; le contrôle sur l'économie politique plus large a donc été caractérisé progressivement par 'une alliance forcée d'intérêt', ou une nouvelle forme de dépendance locale.

D'autre part, l'évolution de la solidarité sociale et économique qui a accompagné cette dépendance continue démontre de manière dramatique les limites du style de vie «garimpeiro» développé par les creuseurs d'or locaux, ainsi que de leur intégration dans l'économie politique «glocalisée». L'exploitation locale de l'or n'a offert pratiquement aucune richesse au niveau de la base, même si en même temps elle a eu un impact désastreux sur les relations sociales existantes. Tandis que les activités économiques informelles ne garantissent plus la survie «miraculeuse» de la population locale en temps de détresse⁷⁴, ils représentent aujourd'hui essentiellement la misère croissante et la perte de références morales. «La pauvreté est exploitée» est un commentaire souvent entendu dans le milieu rural de l'est du Congo. Aujourd'hui, la 'paix violente' qui a suivi le conflit à Kamituga n'a fait que générer une pauvreté additionnelle pour les populations. En l'absence d'une réponse structurelle, leur stratégie de sortie continuera à être liée aux éléments même responsables de la destruction de leur société.

Gand, avril 2004

⁷³ LONGLEY, C. & D. MAXWELL, *Livelihoods, Chronic Conflict and Humanitarian Response: A Synthesis of Current Practice*, London, Overseas Development Institute Working Paper 182, 2003.

⁷⁴ MACGAFFEY, J., *The Real Economy of Zaire. The Contribution of Smuggling and Other Unofficial Activities to National Wealth*, London, James Currey, 1987.